

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
13, Place de la Paix
15000 AURILLAC

Aurillac, le 21/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYNDICAT DES TERRITOIRES DE L'EST CANTAL

Village d'entreprises - ZA du Rozier Coren
15100 Saint-Flour

Références : 20250521-RAPINSP-15-117-ISDND-St-Flour
Code AIOT : 0016200058

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2025 de l'Installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) des Cramades, exploité par le SYNDICAT DES TERRITOIRES DE L'EST CANTAL, implantée Les Cramades 15100 Saint-Flour. L'inspection a été annoncée le 16/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les thèmes prévus pour la visite :

- mise en place vanne de fond de casier
- suite de visites précédentes ISDND
- rapportage environnemental

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNDICAT DES TERRITOIRES DE L'EST CANTAL
- Décharge des Cramades 15100 Saint-Flour
- Code AIOT : 0016200058
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le SYTEC exploite sur ce site implanté sur les communes de Saint-Flour et Andelat une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) ainsi qu'une activité de compostage des déchets verts et des boues d'épuration. Il est actuellement autorisé par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2007 modifié par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires successifs, en dernier lieu l'arrêté complémentaire n°2024-671 du 7 mai 2024.

Un nouveau casier de stockage a été construit, il prendra le relais du casier 2 dont l'exploitation se termine en mai 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le casier 3 entrera en service dans les jours à venir. Les travaux de finalisation concernant la vanne de fond de casier 3 sont en cours de finalisation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--------------------------|---|--|-----------------------|
| 2 | Plan de défense incendie | Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 7 | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 3 | Piézomètres | Arrêté Préfectoral du 23/07/2007, article 4.2.3 | Demande d'action corrective | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|---|--|
| 1 | Suite de visite du 30/10/2023 (visite récollement travaux casier 3) | Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 5-3 |
| 4 | Rapportage annuel | Arrêté Préfectoral du 23/07/2007, article 13.2 |
| 5 | Rapportage autosurveillance eaux | Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1 |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suites de la visite précédente :

- le réseau piézométrique en vue du contrôle de la qualité des eaux souterraines n'est pas finalisé
- la visite a permis de constater l'avancement des travaux relatifs à la vanne de fond de casier 3 : la vanne d'évacuation des lixiviats est en place, les travaux de connexion au bassin à lixiviats sont en cours, la finalisation est prévue dans les jours à venir ;
- l'écart relevé précédemment quant aux obligations nouvelles de renforcement des dispositions de protection contre l'incendie à compter de juillet 2024 n'est pas levé. L'exploitant a rencontré les services d'incendie et de secours, le plan de défense incendie reste à formaliser et un exercice incendie à programmer.

La déclaration annuelle GEREPA a été effectuée, n'appelle pas de commentaire.

Le rapportage de l'autosurveillance GIDAF est réalisé (dernier rapportage en mars 2025, point de rejet sortie Station de traitement et surveillance eaux souterraines).

Lors de la visite de terrain (casier 2 en fin d'exploitation et casier 3 vide) il n'est pas constaté de nuisances spécifiques à l'activité (pas d'envol de déchets, pas d'odeurs).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de visite du 30/10/2023 (visite récollement travaux casier 3)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 5-3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, vanne lixiviats collectés casier |
| Prescription contrôlée : <i>Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas. Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation.[...]</i> |
| Constats : Le puisard et vanne d'obturation en point bas sont réalisés. Les travaux de raccordement au bassin à lixiviats sont en cours de finalisation. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Plan de défense incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 7 |
| Thème(s) : Risques accidentels, plan de défense incendie |
| Prescription contrôlée : <i>I. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins : - la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ; - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies. II. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. III. En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.</i> |
| Constats : Le plan de défense incendie n'est pas rédigé. L'exploitant a indiqué avoir rencontré le SDIS en préparation de la gestion du risque incendie. Par ailleurs, il a été présenté un suivi des rondes journalières mises en place. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Plan de défense incendie à rédiger. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 3 : Piézomètres

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2007, article 4.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, surveillance eaux-souterraines |
| Prescription contrôlée : <i>Il est installé deux piézomètres à l'aval hydraulique de la décharge et un à l'amont hydraulique. Les piézomètres sont protégés contre les risques de détérioration et munis d'un couvercle coiffant maintenu fermé et cadenassé.</i> |
| Constats : Le réseau piézométrique est incomplet |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Réseau piézométrique à réaliser |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 4 : Rapportage annuel

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2007, article 13.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rapportage annuel -GEREP |
| Prescription contrôlée : <i>Conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 décembre 2005 relatif à la déclaration annuelle à l'administration pris en application des articles 3 et 5 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 , l'exploitant doit fournir annuellement au préfet du Cantal avant le 01 avril de l'année N+1 une déclaration selon les modèles figurants en annexes de l'arrêté ministériel susmentionné et correspondant à sa situation pour l'année N.</i> |
| Constats : La déclaration GEREPA au titre de l'année 2024 a été réalisée sur le site GEREPA. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Rapportage autosurveillance eaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rapportage autosurveillance eaux |
| Prescription contrôlée : <i>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</i> |
| Constats : Le suivi de l'autosurveillance au point de rejet sortie de station de traitement des lixiviats et des eaux souterraines est saisi sur GIDAF (dernières saisies mars 2025). |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre le référencement des piézomètres en vue actualisation du cadre de saisie GIDAF par l'inspection des installations classées |
| Type de suites proposées : Sans suite |